

# Après le spam, les USA s'attaquent aux 'spywares'

Le spamming, chaque internaute le subit au quotidien en ouvrant sa boîte e-mail chargée de messages non sollicités, souvent commerciaux. Ce phénomène, dont la croissance est exponentielle (la majorité des e-mails de la planète sont des « spams ») est incontrôlable, mais visible.

Les « spywares » sont de leur côté beaucoup plus discrets. Ils pénètrent les PC lors de la visite d'un site Internet, le téléchargement d'un fichier ou l'installation d'un logiciel. Ce sont des petits programmes qui peuvent espionner votre navigation Web, changer des paramètres du navigateur, ouvrir arbitrairement des pages web ou des publicités par dizaines, le tout à votre insu. Ou pire, ils peuvent exécuter des codes malicieux, ouvrir des 'back- doors', enregistrer les mots de passe saisis sur le clavier. Cachés au fin fond des disques durs, ils ne sont repérables et délogeables que par des logiciels dédiés. Face à ce cauchemar qui, lui aussi, prend de l'ampleur et qui agace tout internaute normalement constitué, l'administration américaine a décidé de prendre les devants. La Chambre des représentants des Etats-Unis a adopté ce mardi un projet de loi, le « Spy Act » contre ces logiciels espions. Les députés ont décidé par 399 voix contre une d'interdire plusieurs pratiques. Le projet de loi oblige les créateurs de ce type de logiciels à demander l'autorisation des internautes avant d'installer des programmes pouvant enregistrer des informations. Il interdit également de réaffecter la page d'accueil sur laquelle se connectent les navigateurs Internet au démarrage, d'enregistrer les frappes au clavier pour retenir les mots de passe, et d'ouvrir des publicités qui ne peuvent pas être fermées sans relancer le navigateur. Selon ce projet de loi, les contrevenants risquent des peines d'amende de plusieurs millions de dollars. Le texte devra désormais passer au Sénat avant une adoption définitive. Mais permettra-t-il de changer la donne? Rien n'est moins sûr. Il est fortement combattu par le lobby industriel du commerce électronique qui a tout fait pour bloquer cette initiative. Les éditeurs de logiciels comme Microsoft ou la *Business Software Alliance* en particulier craignent par ailleurs que soient confondus les programmes illégalement intrusifs et les modules de mise à jour de systèmes ou d'anti-virus. Les acteurs du monde de l'informatique estiment donc que cette loi risque d'être bancal, à l'image de celle combattant le 'spam'. Certains y voient même une action purement électoraliste.